

# TURKEY RIGHTS MONITOR



Numéro 52 | 14-20 juin 2021

## DÉTENTIONS ET ARRESTATIONS ARBITRAIRES

Tout au long de la semaine, les procureurs ont ordonné la détention d'au moins 234 personnes pour des liens présumés avec le mouvement Gülen. En octobre 2020, un [avis](#) du Groupe de travail des Nations unies sur la détention arbitraire (GTDA) a déclaré que l'emprisonnement généralisé ou systématique de personnes ayant des liens présumés avec le groupe pouvait constituer un crime contre l'humanité. Solidarity with OTHERS a compilé une [base de données](#) détaillée pour suivre les détentions massives liées à Gülen depuis un coup d'État manqué en juillet 2016.

## DISPARITIONS FORCÉES

Aucune nouvelle de [Yusuf Bilge Tunç](#) et [Hüseyin Galip Küçüközyiğit](#), anciens travailleurs du secteur public qui ont été licenciés par décrets-lois au cours de l'état d'urgence de 2016-2018 et qui ont été signalés disparus respectivement le 6 août 2019 et 29 décembre 2020, dans ce qui semblent être les derniers cas en date d'une série de [disparitions forcées](#) présumées de critiques du gouvernement depuis 2016.

## LIBERTÉ DE RÉUNION ET D'ASSOCIATION

**14 juin** : La police d'Istanbul a [arrêté](#) la militante Nursel Tanrıverdi alors qu'elle organisait un sit-in pour protester contre son renvoi sommaire de son poste dans la fonction publique à la suite d'une tentative de coup d'État en 2016.

**14 juin** : Le bureau du gouverneur d'Osmaniye a [émis](#) une interdiction de tous les rassemblements en plein air pour une période de 15 jours.

**15 juin** : La police d'Ankara a brièvement [détenu](#) les militants Nursel Tanrıverdi, Merve Demirel et Muhammet Yıldız alors qu'ils se rendaient à une réunion avec des parlementaires.

**15 juin** : Le bureau du gouverneur de Bitlis a [émis](#) une interdiction de tous les rassemblements en plein air pour une période de 15 jours.

**16 juin** : la police d'Ankara a [bloqué](#) une manifestation en faveur des droits des femmes et a brièvement détenu 18 personnes.

**16 juin** : La police d'Ankara a [bloqué](#) une manifestation de travailleurs, détenant six personnes.

**16 juin** : La police d'Izmir a [bloqué](#) une manifestation organisée par des étudiants et a brièvement détenu quatre personnes.

**16 juin** : Le bureau du gouverneur de Hakkari a [émis](#) une interdiction de tous les rassemblements en plein air pour une période de 15 jours.

**17 juin** : La police d'Istanbul a [détenu](#) deux personnes qui organisaient un sit-in pour protester contre l'attaque du bureau du HDP d'Izmir. L'un des détenus a été arrêté le lendemain par un tribunal tandis que l'autre a été libéré sous contrôle judiciaire.

**17 juin** : La police d'Istanbul a [arrêté](#) deux militants de gauche pour avoir accroché une bannière sur un bâtiment au sujet de l'attaque du bureau du HDP d'Izmir.

**17 juin** : Le bureau du gouverneur de Van a [émis](#) une interdiction de tous les rassemblements en plein air pour une période de 15 jours.

**18 juin** : La police de Rize a brièvement [détenu](#) un militant qui a participé à des manifestations

environnementales contre la construction d'une carrière de pierre, sur des accusations liées au terrorisme.

**18 juin** : Amnesty International a publié une [note d'information](#) dans laquelle elle indique que la Turquie exploite les mesures prescrites par les organismes de surveillance internationaux pour lutter contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme dans le but de cibler les organisations de la société civile.

**19 juin** : La police de Batman a [bloqué](#) une manifestation concernant l'attaque du bureau du HDP d'Izmir, détenant brièvement 16 personnes.

**19 juin** : La police d'Istanbul a [bloqué](#) une manifestation organisée par un groupe de défense des droits des femmes et a brièvement arrêté six personnes.

**19 juin** : La police d'Ankara a [bloqué](#) une manifestation concernant l'attaque du bureau du HDP d'Izmir, détenant brièvement quatre personnes.

**19 juin** : Le bureau du gouverneur de Muş a [émis](#) une interdiction de tous les rassemblements en plein air pour une période de 15 jours.

**20 juin** : La police d'Istanbul a brièvement [détenu](#) deux militants pour avoir peint des graffitis sur les murs au sujet de l'attaque du bureau du HDP d'Izmir.

## LIBERTÉ D'EXPRESSION ET MÉDIAS

**15 juin** : Un procureur d'Istanbul a [inculpé](#) le journaliste turco-allemand Deniz Yücel d'insulte au président pour un article qu'il a rédigé en 2016.

**15 juin** : La Cour européenne des droits de l'homme a [mis](#) la Turquie en défaut concernant la condamnation d'Ömür Çağdaş Ersoy pour avoir insulté le Premier ministre de l'époque, Recep Tayyip Erdoğan, en 2012, et le licenciement d'une employée contractuelle du secteur public, Selma Melike, pour avoir cliqué sur le bouton "J'aime" des publications Facebook.

**15 juin** : Un tribunal d'Istanbul [acquitte](#) les journalistes Alican Uludağ et Olcay Büyüktaş Akça de l'accusation de divulgation de l'identité d'un informateur du contre-terrorisme. Les journalistes ont été jugés pour un reportage sur un attentat à la bombe meurtrier à Ankara en 2015.

**16 juin** : La police de Van a [arrêté](#) le journaliste Lokman Gezgin en raison d'une précédente peine de prison qu'il avait reçue. Plus tard dans la même journée, Gezgin a été envoyé en prison pour purger sa peine.

**16 juin** : Un tribunal d'Istanbul a [décidé](#) de bloquer l'accès aux reportages sur les liens d'un magnat des médias avec le gouvernement.

**17 juin** : Les procureurs d'Ankara ont [inculpé](#) les dirigeants de l'Association du Barreau d'Ankara pour leurs critiques des déclarations homophobes faites par le chef de la Direction des Affaires Religieuses (Diyamet), demandant jusqu'à deux ans de prison pour insulte à un fonctionnaire public.

**17 juin** : La police de Rize a [placé](#) en détention Mehmet Ali Sancaktutan, accusé d'avoir insulté le président après avoir critiqué les politiques économiques du gouvernement dans une interview de rue qui s'est propagée sur les réseaux sociaux.

**17 juin** : Un tribunal d'Istanbul a [décidé](#) de bloquer l'accès aux reportages sur les appels d'offres publics accordés à une entreprise dont un membre du parti au pouvoir est un dirigeant.

**17 juin** : Un tribunal administratif d'Istanbul a [rejeté](#) l'appel contre la décision d'un gouvernement de district d'interdire une pièce de théâtre en langue kurde au motif que la salle de théâtre avait des liens avec le terrorisme.

**18 juin** : Un tribunal d'Istanbul a [décidé](#) de bloquer l'accès aux reportages sur les questions écrites parlementaires sans réponse concernant une organisation paramilitaire dirigée par une personnalité pro-gouvernementale.

**18 juin** : Un tribunal d'Istanbul a [décidé](#) de bloquer l'accès aux reportages et aux tweets sur les liens présumés d'une organisation caritative pro-gouvernementale avec des groupes armés radicaux en Syrie.

**18 juin** : L'acteur Levent Üzümcü a [annoncé](#) qu'il était convoqué par un procureur d'Istanbul pour être interrogé sur un tweet.

## INDÉPENDANCE JUDICIAIRE ET ÉTAT DE DROIT

**16 juin** : La Cour constitutionnelle a [autorisé](#) la Direction des communications présidentielles à accéder aux données des citoyens turcs dans tous les organismes publics.

**18 juin** : La Cour européenne des droits de l'homme a [demandé](#) une déclaration à la Turquie concernant les cas de 256 personnes, dont des juges et des procureurs, qui ont été emprisonnées en raison de leurs liens avec le mouvement Gülen.

## MINORITÉ KURDE

**15 juin** : Le ministère de l'Intérieur a [démis](#) de ses fonctions Necla Tamriş, un co-maire de district à Diyarbakır, ainsi que les membres du conseil de district Bahar Karakaş Uluğ, Nursel Akbal, Ruken Bekalp, Emine Kaya et Sevican Yaşar.

**15 juin** : Un tribunal d'Ankara a [décidé](#) de libérer sous contrôle judiciaire l'ancien maire de Kars, Ayhan Bilgen, ainsi que trois autres accusés dans un procès concernant une série de manifestations dans des villes à majorité kurde en 2014.

**16 juin** : La police d'Istanbul a [placé](#) en détention neuf jeunes membres du HDP. Huit des détenus ont été libérés le 20 juin tandis qu'un autre a été arrêté par un tribunal.

**16 juin** : La police d'Istanbul a [arrêté](#) le dirigeant local du HDP, Serhat Aktumar.

**16 juin** : La police d'Adana a [arrêté](#) Muhammet Erkis, membre du HDP local.

**17 juin** : Un homme armé à İzmir a [attaqué](#) le bureau provincial du HDP dans ce qui semble être un acte de terrorisme à motivation raciale, tuant un employé du parti, Deniz Poyraz. Le HDP a accusé la police de ne pas être intervenue rapidement.

**17 juin** : Un tribunal administratif d'Istanbul a [rejeté](#) l'appel contre une décision du gouvernement du district d'interdire une pièce de théâtre en langue kurde au motif que la salle de théâtre avait des liens avec le terrorisme.

**18 juin** : Un rapporteur de la Cour constitutionnelle a [terminé](#) l'examen d'un acte d'accusation visant la

fermeture du HDP pro-kurde et a demandé son acceptation par la cour.

**20 juin** : La police d'Ağrı a [arrêté](#) le membre local du HDP Coşkun Çetres.

## OPÉRATIONS MILITAIRES À L'ÉTRANGER

**17 juin** : Les médias ont [révélé](#) qu'Onur Gencer, un homme de 27 ans qui a mené une attaque armée meurtrière contre le bureau provincial du HDP à İzmir, avait déjà publié des photos de lui sur les réseaux sociaux où on le voit tenir des armes automatiques dans les provinces syriennes de Manbij et d'Alep, où l'armée turque a mené des opérations transfrontalières et saisi des pans de territoire aux milices kurdes.

## MAUVAIS TRAITEMENTS INFLIGÉS AUX CITOYENS À L'ÉTRANGER

**19 juin** : Les autorités kirghizes n'ont pas réussi à localiser et à retrouver l'éducateur turco-kirghize Orhan İnandı trois semaines après sa disparition à Bichkek. Un fonctionnaire du ministère allemand des Affaires étrangères a [révélé](#) que le gouvernement fédéral a contacté les autorités kirghizes au début du mois concernant la situation de İnandı qui serait retenu contre son gré à l'ambassade de Turquie à Bichkek.

## CONDITIONS DE DÉTENTION

**18 juin** : Le parti d'opposition pro-kurde HDP a [demandé](#) au parlement de débattre de la situation des détenus malades dans les prisons, citant des données du ministère de la Justice selon lesquelles 2 300 sont morts derrière les barreaux depuis 2009. Selon les [statistiques](#) publiées par l'Association des droits de l'homme (İHD), il y a actuellement 1 605 détenus malades dans les prisons turques.

## TORTURE ET MAUVAIS TRAITEMENTS

**16 juin** : Les gardiens d'une prison de Batman ont [agressé](#) physiquement des détenus qui ne se levaient pas lors d'un comptage régulier des têtes.

**18 juin** : Des policiers en civil à Istanbul ont [arrêté](#) deux hommes nommés Erdoğan Turgut et Baran Kirgin alors qu'ils parlaient de l'attaque du bureau du HDP d'Izmir, et

les ont emmenés dans un poste de police où ils ont été battus.

**18 juin** : La police de Şanlıurfa a [infligé](#) des violences à Abdullah Basiyan lors d'une descente à domicile.

**20 juin** : Des images vidéo nouvellement publiées [montrent](#) des policiers en train de battre un homme nommé Birol Yıldırım peu avant sa mort dans un poste de police d'Istanbul le 5 juin.